

Par courriel uniquement : [strategie-stromnetze@bfe.admin.ch](mailto:strategie-stromnetze@bfe.admin.ch)

Office fédéral de l'énergie, OFEN  
Section NE,  
3003 Berne

Granges-Paccot, le 24 février 2015

### **Prise de position sur la consultation relative à la Stratégie Réseaux électriques**

Madame, Monsieur,

Nous faisons suite à la correspondance du DETEC datée du 28 novembre 2014 relative à la consultation mentionnée en objet. Dans le délai imparti, nous vous faisons part de la prise de position de Groupe E sur le projet soumis à consultation.

#### **Commentaire général**

Groupe E salue le projet présenté dans le cadre de la Stratégie Réseaux. Il est primordial de donner aux gestionnaires de réseau les moyens de garantir un approvisionnement en électricité sûr. Nous estimons que le projet de loi va dans le bon sens pour atteindre cet objectif, notamment en permettant d'accélérer les procédures et d'assurer le financement des investissements concernant l'infrastructure réseau. Toutefois l'accélération des procédures n'est possible qu'à la condition que chaque stade de procédure résolve des questions bien déterminées qui ne pourraient plus être remises en cause par la suite. Nous comptons sur une mise en œuvre rapide de ce projet de loi notamment afin de clarifier les critères pour le choix de la technologie et ainsi pouvoir débloquer les projets en attente. En particulier Groupe E est d'avis que :

- il faut éviter que le GRT (Swissgrid) puisse imposer des mesures de remplacement à un gestionnaire de réseaux de niveaux inférieurs (GRD) sans l'accord de celui-ci. Il faut en outre s'assurer que les gestionnaires concernés soient indemnisés pour **tous les coûts** induits par les mesures de remplacement sur les réseaux de niveaux inférieurs.
- la technologie de construction des réseaux soit déterminée sur la base du facteur de surcoût, en particulier concernant les réseaux 1-3. Les dérogations nous paraissent justifiées dans leur principe, elles doivent toutefois être encadrées par des critères à fixer dans l'ordonnance.
- l'OFEN ne devrait pas systématiquement mettre des géodonnées portant sur le réseau à la disposition du public. Ceci comporte un risque de sécurité pour l'infrastructure réseau sans vrai gain pour le public vu l'évolution constante du réseau. Dans tous les cas il est exclu que la responsabilité des gestionnaires de réseaux soit engagée envers les tiers pour l'utilisation des données publiées.

Référence:  
Direction Conseils & Stratégie  
Conseils Juridiques  
Désiré Dabiré  
Conseiller juridique  
T + 41 26 352 54 21  
F + 41 26 352 51 99  
[desire.dabire@groupe-e.ch](mailto:desire.dabire@groupe-e.ch)

**Groupe E SA**  
Route de Morat 135  
CH-1763 Granges-Paccot  
T +41 26 352 52 52  
F +41 26 352 51 99  
[groupe-e.ch](http://groupe-e.ch)

- nous préconisons l'introduction de nouvelles dispositions, à l'art. 15a LIE, afin d'optimiser la constitution et le renouvellement des servitudes nécessaires à la construction et l'exploitation de l'infrastructure réseau.

La présente prise de position se réfère, sur plusieurs points, à celle qui a été élaborée par la branche dans le cadre de l'Association des entreprises électriques (AES).

Les observations ainsi que les adaptations proposées sont développées ainsi qu'il suit.

## **Commentaire article par article**

### **1. Loi sur les installations électriques (LIE)**

#### **Art. 3bis**

Cet article n'est pas nécessaire. En effet, l'Ordonnance sur les émoluments et les taxes de surveillance dans le domaine de l'énergie (Oémol-En) ainsi que la jurisprudence y relative du tribunal fédéral nous paraissent suffisantes pour fonder la perception d'émoluments (al. 1 et 3). En conséquence, il n'est pas nécessaire d'édicter d'autres dispositions sur ce point.

Par ailleurs, relativement à l'al. 2, nous sommes d'avis que le demandeur ne doit pas rétribuer les autorités pour des prestations d'information du public sur le développement du réseau. Cette tâche est du devoir des cantons et ne doit donc pas faire l'objet d'émoluments supplémentaires.

#### **Proposition**

Suppression de l'art. 3bis.

#### **Art. 15a en vigueur (ne fait pas partie du projet soumis à consultation)**

Groupe E partage et soutient la position de l'AES selon laquelle « de la même façon que pour l'octroi des autorisations dans le cadre de la procédure d'approbation des plans (art. 16 LIE), il s'agit d'introduire une disposition garantissant que tous les droits contractuels privés portant sur la construction, le maintien et l'exploitation de lignes électriques soient institués par un acte juridique. Cela concerne notamment le transfert de données de tiers. Pour les lignes électriques, on utilise une technologie de pointe à fibre optique dans le câble de terre aux fins de la surveillance et du pilotage du réseau. Des capacités inutilisées sont disponibles pour les télécommunications. Ces capacités permettent de faire l'économie d'investissements dans des liaisons de télécommunication séparées, ce qui présente un intérêt public et répond au principe du regroupement de projets d'infrastructure. L'utilisation de ces capacités, de toute façon physiquement disponibles, ne grève pas davantage la propriété foncière. Le seul transfert de données de tiers ne justifie donc pas la constitution d'une servitude supplémentaire. Dans la pratique, l'inscription dans la loi d'une pleine utilisation de la fibre optique simplifie en outre considérablement l'acquisition des droits.

Concernant les lignes de transport et de distribution d'électricité, il s'agit de projets d'infrastructure établis dans l'intérêt public d'un approvisionnement sûr en électricité. Sur le fond, ces projets se distinguent donc de ceux menés par des particuliers ou des propriétaires privés d'immeubles voisins, qui poursuivent exclusivement des intérêts privés. Ces projets d'infrastructure s'étendent par ailleurs généralement sur de grandes distances. Par conséquent, un grand nombre de contrats de servitudes doivent être conclus pour assurer la construction, le maintien et l'exploitation de



*l'infrastructure, dans le respect de dispositions contractuelles standard. Avant la dernière révision du régime des droits réels (au 1<sup>er</sup> janvier 2012), la forme écrite simple suffisait pour constituer une servitude de conduite. La révision a cependant durci le droit et impose désormais la forme authentique, qui ne se prête pas à l'instauration de servitudes de conduite. Au vu du grand nombre de contrats à conclure, elle entraîne en outre des frais et des coûts disproportionnés. C'est pourquoi il est absolument impératif de simplifier au maximum la forme de l'instauration des servitudes ».*

#### **Proposition**

##### **Art. 15a al. 2, 3 et 4 nouveaux**

<sup>1</sup> Les lignes et les équipements annexes nécessaires au transport et à la distribution d'électricité sont la propriété des entreprises du secteur de l'énergie qui les ont construites ou achetées à des tiers.

<sup>2</sup> La constitution d'une servitude ayant pour objet la construction, le maintien et l'exploitation de lignes, conformément à l'al. 1, confère également le droit d'utiliser le fonds servant aux fins du transfert de données de tiers.

<sup>3</sup> L'al. 2 s'applique également aux servitudes existantes.

<sup>4</sup> En dérogation à l'art. 732 al. 1 CC, le contrat instituant cette servitude requiert la forme écrite.

#### **Art. 15b**

Il est exclu que la situation du GRD soit péjorée par la réalisation de projets concernant le réseau THT. Sur le principe nous admettons l'utilité d'adopter une vision globale permettant le développement nécessaire des réseaux. Toutefois, si le développement du réseau THT nécessite des mesures aux niveaux de tension inférieurs, il faut s'assurer que les intérêts de tous les gestionnaires de réseaux de niveaux inférieurs touchés par ces mesures soient pris en compte, que ceux-ci donnent leur accord préalable au projet et soient pleinement et entièrement indemnisés pour tous les coûts induits par les mesures de remplacement sur ces réseaux de niveaux inférieurs.

#### **Proposition**

##### **Art. 15b**

<sup>1</sup> Toute nouvelle ligne du réseau de transport d'une tension de 220 kV et plus peut être construite sous forme de ligne aérienne ou de ligne souterraine.

<sup>2</sup> Sur demande motivée du gestionnaire du réseau de transport et après accord préalable des gestionnaires des réseaux inférieurs touchés, l'autorité chargée de l'approbation des plans conformément à l'art. 16, al. 2, peut ordonner que les mesures de remplacement devant être prises en application de la législation sur la protection de l'environnement, protection de la nature et du patrimoine comprise, soient réalisées au niveau du réseau de distribution à l'intérieur de la zone de planification correspondante.

<sup>3</sup> Les gestionnaires de réseau de distribution concernés réalisent les mesures de remplacement moyennant le paiement d'une indemnité complète par le gestionnaire du réseau de transport. Cette indemnité comprend tous les coûts d'investissement, les amortissements extraordinaires induits par les démantèlements et tous les coûts d'exploitation supplémentaires induits par les mesures de remplacement. Le Conseil fédéral fixe les modalités.



## Art. 15c

« Le facteur de surcoût ne doit pas varier trop souvent, car l'incertitude risque d'allonger les procédures.

Si les exceptions mentionnées dans l'ordonnance ne sont pas définies avec la plus grande clarté, chaque projet de ligne aérienne risque de donner lieu à des oppositions (et à des demandes d'enfouissement).

Concernant les projets de lignes souterraines, l'EiCom risque de considérer après-coup que la solution de la ligne aérienne, peu onéreuse, est suffisante et ainsi de remettre en cause l'imputabilité du surcoût de l'enfouissement ».

Nous partageons cette position de l'AES. Nous sommes favorables aux al. 3 et 4 qui autorisent des dérogations car le critère de surcoût est, à lui seul, insuffisant (par exemple ligne en campagne sans zone de protection). En outre, en cas d'ajustement, la nouvelle valeur du facteur de surcoût ne doit pas s'appliquer à un projet déjà en cours.

La tendance est aujourd'hui à l'enfouissement des lignes des niveaux 5 à 7. Dans cette optique, nous proposons d'une part de le mentionner dans la loi, et d'autre part de relever le maximum du facteur de surcoût, de 3.0 à 4.0 afin de favoriser l'exécution de projets en attente. En effet, du fait de l'incertitude actuelle, plusieurs projets ne sont pas réalisés par crainte que l'imputation de leurs coûts sur le timbre soit ensuite remise en cause par l'EiCom.

Nous proposons également que les critères d'exception soient précisés dans l'ordonnance. La dérogation à l'enfouissement devrait notamment être appliquée lors de nouvelle construction, extension ou rénovation de ligne dont le corridor s'étend principalement sur les zones d'aménagement du territoire hors zone à bâtir, comme les zones agricoles, les zones de forêts et les zones de protection souterraines. Pour des raisons de sécurité d'alimentation une ligne ne doit cependant pas présenter une alternance de plus de 5 modes de pose distincts.

## Proposition

### Art. 15c

<sup>1</sup> Toute ligne du réseau de distribution des niveaux 5 à 7 qui doit être construite, remplacée, ~~renouvelée~~ ou étendue doit être réalisée sous forme de ligne souterraine :

- dans la mesure où cela est techniquement possible, économique et ne remet pas en cause la fiabilité de l'approvisionnement, et
- dans la mesure où pour les niveaux 1 à 3, les coûts résultant de l'enfouissement de la ligne ne dépassent pas un facteur donné (facteur de surcoût) par rapport à la construction ou à la modification d'une ligne aérienne.

<sup>2</sup> Le facteur de surcoût se monte à 4.0 au maximum. Le Conseil fédéral fixe le facteur de surcoût. Il tient compte de critères tels que la modification du degré de câblage, les conséquences au niveau de la rémunération pour l'utilisation du réseau, l'évolution technologique et les coûts de l'enfouissement de la ligne.

Le Conseil fédéral peut ajuster le facteur de surcoût simultanément à l'adoption d'un nouveau scénario-cadre, conformément à l'art. 9a, al. 3, LApEI. Le nouveau facteur de surcoût n'a pas d'effet rétroactif.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut prévoir qu'un enfouissement partiel ou complet de la ligne pourra être réalisé même si le facteur de surcoût est dépassé, lorsque cela permet de diminuer fortement les nuisances pour la région concernée.

<sup>4</sup> Il peut aussi prévoir que l'on pourra renoncer à tout ou partie de l'enfouissement de la ligne même si le facteur de surcoût n'est pas dépassé, lorsque les inconvénients pour l'aménagement du territoire et l'environnement s'en trouvent globalement diminués.

#### Art. 15d

Nous saluons la possibilité de reconnaître un intérêt national à des infrastructures réseaux. Cet article apporte un plus dans l'accélération des procédures. En limitant l'intérêt national au réseau de transport ainsi qu'au réseau de distribution à haute tension (niveau 3) absolument nécessaire, la disposition contient elle-même les éléments pour la pesée entre les intérêts d'approvisionnement en électricité et les intérêts de protection de la nature.

#### Art. 15e

Il nous semble avantageux pour des projets haute tension (niveau 3) d'importance de pouvoir fixer, dans une procédure de plan sectoriel, le corridor et la technologie sans devoir déjà déposer un projet détaillé (demande d'approbation des plans).

On ne peut pas exclure que des lignes de niveaux inférieurs puissent également avoir un impact considérable sur l'aménagement du territoire et sur l'environnement et donc faire l'objet d'une procédure de plan sectoriel.

Il est illusoire d'avoir une disposition qui permette de reconnaître un intérêt national à une ligne HT sans devoir suivre une procédure de plan sectoriel.

#### Proposition

Nous proposons que les critères de définitions des exceptions mentionnées à l'al. 2 y soient également définis.

#### Art 15f à 15j

La procédure de plan sectoriel présente l'avantage de traiter très en amont des intérêts divers en termes d'utilisation du sol, tout en assurant la coordination nécessaire entre les différentes autorités de tous niveaux et la collaboration des autres acteurs concernés. C'est également dans cette procédure que se fait la pesée des intérêts évitant ainsi une vue purement sectorielle. Ainsi, un projet entrant dans le cadre d'une procédure de plan sectoriel devrait bénéficier d'un plus grand degré d'acceptation. Le but est d'éviter des recours ou oppositions pour la suite de la procédure.

#### Art. 18a

Nous proposons de nuancer la formule de l'al. 1.

#### Proposition

##### Art. 18a

<sup>1</sup> Les zones réservées peuvent être fixées pour une durée maximale de cinq ans. La période de validité peut être prolongée de trois ans **selon les cas**. Si une zone réservée est devenue caduque, une nouvelle zone réservée couvrant en tout ou en partie le périmètre de l'ancienne peut être définie.

<sup>2</sup> L'OFEN supprime une zone réservée, d'office ou sur requête de l'entreprise, du canton concerné ou de la commune concernée, lorsqu'il est établi que l'installation à courant fort planifiée ne sera pas réalisée.

<sup>3</sup> Les décisions de suppression d'une zone réservée sont publiées dans les communes concernées.



## Art. 26a

La mise à disposition du public de géodonnées concernant le réseau peut présenter des risques du fait que leur actualisation ne suit pas toujours immédiatement l'évolution réelle du réseau. Il nous semble donc important, lors de la mise en œuvre de l'al. 2, de préciser que seules les données validées par les gestionnaires de réseau concernés font foi. Dans le même ordre d'idée, la responsabilité des gestionnaires ne saurait être engagée pour des données publiées qui ne seraient pas ou plus à jour.

## Art. 53bis

Nous abondons dans le sens de l'AES, qui propose « de réintroduire une disposition comparable à celle de l'ancien art. 53bis LIE. Selon les pratiques contractuelles actuellement en vigueur, les droits de construction, de maintien et d'exploitation des installations à courant fort et à courant faible sont concédés pour la durée d'existence de l'installation ou pour une durée indéterminée. En règle générale, la période d'indemnisation est de 25 ans, ce qui permet de garantir le versement pour chaque génération. En cas de litige sur le montant de la nouvelle indemnité, sur la nouvelle période d'indemnisation, ou les deux, l'objet dudit litige doit être réglé exclusivement par la Commission fédérale d'estimation compétente à l'aide d'une méthode d'évaluation conforme à la LEx ».

Nous proposons d'adapter la formulation comme suit :

### Proposition

#### Art. 53bis

Les litiges relatifs au montant et à la durée de la nouvelle indemnisation des servitudes convenues par contrat sont tranchés dans le cadre d'une procédure d'estimation, conformément aux dispositions de la LEx.

## Art. 55 al. 2

Nous nous opposons à l'augmentation massive de l'amende de CHF 10'000.- à CHF 50'000.- pour les infractions par négligence de l'al. 2. Nous proposons le maintien de la version actuellement en vigueur.

### Proposition

#### Art. 55 al. 2

<sup>2</sup> La négligence est punie d'une amende de 50 000 10 000 francs au plus.

## 2. Loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI)

### Art. 9a Scénario-cadre

Le scénario-cadre doit pouvoir prendre effectivement en compte les différences régionales pour le développement du réseau.

Il est important de mentionner expressément les grands producteurs en tant qu'acteurs qui doivent être pleinement associés à l'établissement du scénario-cadre.

Correction d'ordre grammatical à la fin de l'al. 1.

### Proposition

#### Art. 9a Scénario-cadre

<sup>1</sup> L'Office fédéral de l'énergie (OFEN) établit, sur la base des objectifs de politique énergétique de la Confédération, des données de référence macroéconomiques et du

contexte international, un scénario-cadre servant de base à la planification **directrice** du réseau. Il associe de manière appropriée les cantons, la société nationale du réseau de transport, les autres gestionnaires de réseau, **les producteurs raccordés au réseau des niveaux 1 à 3** et les autres acteurs concernés. Ils mettent gratuitement à la disposition de l'OFEN les informations et les documents nécessaires à **ce** **cette** fin.

<sup>2</sup> Le scénario-cadre doit comporter au moins trois scénarios illustrant la gamme des développements probables dans le secteur de l'énergie sur une période d'au moins dix ans **et pour tous les niveaux de tension**. Au moins un scénario couvrant une période de dix ans supplémentaires doit être établi à partir du scénario le plus probable.

<sup>3</sup> Le scénario-cadre est soumis au Conseil fédéral pour approbation.

<sup>4</sup> Il doit être vérifié et actualisé tous les cinq ans. Si des développements exceptionnels surviennent, le Conseil fédéral peut ordonner son actualisation de manière anticipée.

<sup>5</sup> Le scénario-cadre est contraignant pour les autorités.

## **Art. 9b Plans pluriannuels**

Nous abondons dans le sens de l'AES qui soutient que « *L'examen des plans pluriannuels est excessif pour les réseaux de distribution.*

*Les scénarios énergétiques ne peuvent pas servir de base à la planification de réseaux. Par conséquent, le nouvel al. 1bis a été déplacé de l'article 9a à l'article 9b. Les gestionnaires de réseau doivent déduire des scénarios énergétiques les exigences à remplir par les réseaux. Les plans pluriannuels doivent être relativement stables. C'est le seul moyen de pouvoir établir des comparaisons en continu sur plusieurs années. Le descriptif et la justification des projets de réseau doivent être réglés de manière exhaustive par l'OApEI et confiés à la branche à titre subsidiaire, conformément à l'art. 3 LApEI. Il ne fait pas partie des attributions de la société nationale du réseau de transport de publier les données de planification de tiers ».*

La publication des plans n'est pas une tâche du GRT mais du régulateur (même si des questions d'optimisation des coûts peuvent entrer en ligne de compte).

Les plans pluriannuels ne doivent pas empêcher que les coûts afférant à des projets initialement non planifiés mais réalisés de manière licite, soient reconnus comme tels, dans la mesure où la nécessité de cette réalisation peut être motivée.

### **Proposition**

#### **Art. 9b Plans pluriannuels**

<sup>1</sup> Sur la base du scénario-cadre et en fonction des besoins supplémentaires, les gestionnaires de réseau établissent, pour leur zone de desserte, un plan de développement **du réseau** portant sur dix ans (plan pluriannuel). Ils soumettent à **l'examen de l'ECom les plans établis pour les niveaux du réseau de transport et pour les réseaux de distribution haute tension** dans les neuf mois qui suivent l'approbation du dernier scénario-cadre par le Conseil fédéral.

<sup>1bis</sup> Les gestionnaires de réseau de distribution établissent leur planification sur la base des prescriptions du scénario-cadre de l'OFEN ainsi que des exigences régionales et communales, en associant de manière appropriée l'exploitant du niveau de réseau directement supérieur.

<sup>2</sup> Le plan pluriannuel à présenter :

- a. décrit les projets **de réseau prévus en les justifiant** ;
- b. indique les mesures de développement du réseau prévues au-delà des dix ans couverts par le plan pluriannuel.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral **définit le contenu détaillé des informations à fournir en vertu de l'al. 2**. Il peut prévoir des **simplifications et des exceptions** à l'obligation de soumettre un plan pluriannuel pour les gestionnaires de réseau de distribution.

<sup>4</sup> L'ECom publie les plans pluriannuels examinés **par ses soins**. Ces plans ne doivent **être publiés que** dans la mesure où :



- a. la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse ne s'en trouve pas menacée ;
- b. les intérêts de la Suisse en matière de politique extérieure ou ses relations internationales ne sont pas compromis ;
- c. aucun secret professionnel, d'affaires ou de fabrication n'est révélé.

#### **Art. 9c Fixation du point d'injection**

La fixation du point d'injection sur la base de données de planification solides permet d'assurer un raccordement des installations productrices (IP) cohérent avec les besoins de développement du réseau. L'application au point de soutirage permet une équité de traitement bienvenue.

Il convient de tenir compte des coûts générés tout au long du cycle de vie pour déterminer le point de raccordement le plus avantageux sur les plans technique et économique, et non de se baser uniquement sur le montant de l'investissement initial. L'EICom utilise déjà cette approche prenant en compte les coûts d'exploitation et, dès lors, l'intégrer dans la loi renforce la sécurité d'investissement.

#### **Proposition**

##### **Art. 9c Fixation du point d'injection**

- <sup>1</sup> Les gestionnaires de réseau fixent les points d'injection et de soutirage des nouvelles installations en se basant sur des données de planification publiquement accessibles concernant l'évolution à venir de la production et de la consommation.
- <sup>2</sup> Le point d'injection à retenir doit être, en règle générale, le point situé sur le réseau existant ou futur qui, compte tenu des coûts générés pendant le cycle de vie, offre les conditions de raccordement les plus avantageuses d'un point de vue technique et économique.

#### **Art. 9d Principes pour la planification du réseau**

« Les principes retenus pour la planification sont communiqués à l'EICom. La branche peut, à titre subsidiaire, en définir d'autres.

Même s'il est possible de pallier à court terme à une congestion par des mesures d'optimisation, une extension du réseau doit être possible pour garantir la sécurité de l'approvisionnement à long terme ». Nous soutenons cette position tout en précisant que le principe Réseau Optimisé avant Renforcement avant Extension (RORE) assure une recherche d'efficacité dans la planification d'un point de vue global.

#### **Proposition**

##### **Art. 9d Principes pour la planification du réseau**

- <sup>1</sup> Les gestionnaires de réseau définissent les principes à appliquer pour la planification du réseau.
- <sup>2</sup> Pour la fixation de ces principes, il convient notamment de tenir compte du fait qu'en général, le réseau ne doit être développé que si ni son optimisation ni son renforcement ne permettent de garantir un réseau sûr, performant et efficace sur l'ensemble de l'horizon de planification.
- <sup>3</sup> L'EICom peut définir les exigences minimales à respecter et prévoir l'obligation de publier les principes visés à l'al. 1.

#### **Art. 9e Coordination de la planification**

Comme le souligne l'AES « La société nationale du réseau de transport ne peut assumer la responsabilité de la planification pour les niveaux de réseau 3 à 7 ».



Nous sommes également d'avis que le rôle des « autres acteurs » lors de la planification du réseau doit être renforcé. La proposition va donc dans ce sens.

#### Proposition

##### Art. 9e Coordination de la planification

<sup>1</sup> Les gestionnaires de réseau coordonnent leur planification.

<sup>2</sup> Pour la planification du réseau de transport et la détermination des besoins correspondants, la société nationale du réseau de transport tient compte de la planification des gestionnaires des réseaux de transport des pays limitrophes ainsi que des réseaux de distribution suisses de haute tension. Elle associe de manière appropriée les cantons et les autres acteurs concernés.

<sup>3</sup> Les autres gestionnaires de réseau mettent à la disposition de la société nationale du réseau de transport les informations et les documents nécessaires à la coordination de la planification.

<sup>4</sup> Ils associent de manière appropriée les cantons concernés et les autres acteurs concernés à la planification.

##### Art. 15

Nous soutenons l'avis de l'AES selon lequel « Les systèmes intelligents qui vont au-delà des prescriptions légales devraient également être imputables, dans la mesure où le surcoût est en rapport avec l'avantage retiré. Il s'agit d'avoir la possibilité d'utiliser des systèmes intelligents chez le consommateur final comme chez le producteur ».

L'énumération des exemples à l'al. 3 nous semble opportune et doit être maintenue. Il est en outre également nécessaire de reconnaître les coûts de mesures novatrices comme des coûts imputables, sans restriction supplémentaire.

#### Proposition

##### Art. 15

<sup>1</sup> Les coûts de réseau imputables englobent les coûts d'exploitation et les coûts de capital d'un réseau sûr, performant et efficace. Ils comprennent un bénéfice d'exploitation approprié. Les coûts d'exploitation et les coûts de capital des systèmes de mesure et de pilotage intelligents prescrits par la loi sont toujours considérés comme des coûts imputables. Ils comprennent un bénéfice d'exploitation approprié.

<sup>2</sup> Les coûts d'exploitation englobent les coûts des prestations liées directement à l'exploitation des réseaux. Ils comprennent notamment :

- a. les coûts des services-système ;
- b. les coûts de l'entretien des réseaux ;
- c. les dédommagements accordés à des collectivités publiques et à des tiers pour la concession de droits et les servitudes liées à l'exploitation du réseau ;
- d. les coûts des mesures d'information spécifiques au projet prises par les entreprises et les émoluments versés par les gestionnaires de réseau conformément à l'art. 3bis, al. 2, de la loi sur les installations électriques.

<sup>3</sup> ...Ils comprennent notamment les coûts des mesures de prévention, de protection, de remise en état et de remplacement qui ont été prises en vertu de la législation sur la protection de l'environnement, protection de la nature et du patrimoine comprise, et les coûts des mesures novatrices pour des réseaux intelligents. Seuls sont imputables en tant que coûts de capital :

- a. les amortissements comptables ;
- b. les intérêts calculés sur les valeurs patrimoniales nécessaires à l'exploitation des réseaux.

3bis Le Conseil fédéral définit les coûts d'exploitation et les coûts de capital à prendre en compte.

**Art. 20 al. 2 let. e**

Nous soutenons la proposition de l'AES visant à modifier la version en allemand. Il sied, même si cela ne semble pas forcément nécessaire, d'adapter la version en français.

**Proposition**

**Art. 20 al. 2 let. e**

e. elle **visé**, en tenant compte du scénario-cadre, à ce que le réseau de transport suisse soit suffisamment connecté avec le réseau de transport d'électricité international ;

\* \* \*

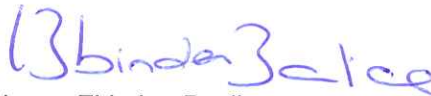
Nous vous remercions de l'attention que vous porterez à la présente prise de position et restons volontiers à disposition pour tout complément.

Nous vous adressons, Madame. Monsieur, nos meilleures salutations.

Groupe E





Jacques Mauron  
Directeur Distribution Energie



Laure Zbinden-Boulianne  
Responsable Conseils juridiques

Légende :

 Texte à supprimer

 Texte à ajouter ou reformulation